

Unité Départementale de l'Essonne
Cité administrative
Boulevard de France
91012 EVRY-COURCOURONNES CEDEX

EVRY-COURCOURONNES, le
16/11/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 20/10/2023

Contexte et constats

Publié sur  **RISQUES**

PMC ISOCHEM

32 RUE LAVOISIER
91710 Vert-le-Petit

Références : D 2023-
Code AIOT : 0006505094
n°Hélios : 60041

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 20/10/2023 dans l'établissement PMC ISOCHEM implanté SITE IRCHA 32, rue Lavoisier 91710 Vert-le-Petit. L'inspection a été annoncée le 09/10/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- PMC ISOCHEM
- SITE IRCHA 32, rue Lavoisier 91710 Vert-le-Petit
- Code AIOT : 0006505094
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Oui

La société PMC Isochem exploite sur la commune de Vert-le-Petit des installations permettant la fabrication d'intermédiaires et de principes actifs destinés à l'industrie pharmaceutique ainsi que la fabrication de vernis. Des activités de recherche et développement sont également présentes sur le site. Les fabrications se font en 5*8 et l'usine est en activité 7 jours/7, excepté pendant les arrêts d'été pour congés et les arrêts liés à la maintenance ou à des travaux. Le site emploie un peu plus de 100 personnes.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ♦ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ♦ les observations éventuelles ;
 - ♦ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ♦ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du Code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du Code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».
-

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive

pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Plan de modernisation - Épaisseurs cuves	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 8	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Lettre de suite préfectorale	3 mois
2	Plan de modernisation - tuyauterie	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 5	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Lettre de suite préfectorale	3 mois
3	Foudre	Arrêté Ministériel du 04/10/2010	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Lettre de suite préfectorale	3 mois
7	Entretien des MMR face aux séismes	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article art. 9 et 11	/	Lettre de suite préfectorale	6 mois
8	étude de dangers - Liste des MMR	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe II.2	/	Lettre de suite préfectorale	6 mois
9	Gestion des déchets	Arrêté Préfectoral du 27/07/2001, article art. 4.3 et 4.4 / Chap III	/	Lettre de suite préfectorale	1 mois
10	Situation administrative - Hydrazine	Lettre du 14/09/2020, article déclaration BA	/	Lettre de suite préfectorale	6 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
4	SGS - Organisation	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I.7	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Sans objet
5	SGS - Organisation	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I.1	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Sans objet
6	Réexamen de l'étude de danger	Code de l'environnement du 10/05/2023, article R.515-98	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection du 20 octobre 2023 portait principalement sur l'examen d'un phénomène dangereux issu de la mise à jour de l'étude de dangers remise le 25 avril 2023. L'inspection a constaté lors de la simulation de ce phénomène que les équipes sont réactives et connaissent leur installation. Néanmoins, la mise en place des axes d'amélioration proposées et détaillées dans les fiches d'inspection est attendue de la part de l'exploitant.

L'examen de la version modifiée de l'étude de dangers est en cours par l'inspection et pourra faire l'objet d'une lettre préfectorale et, le cas échéant, de la prise d'un arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires pour encadrer la poursuite de fonctionnement de l'installation.

Enfin, un dossier de porter à connaissance devra être déposé afin de formaliser la demande relative à l'augmentation de la quantité d'hydrazine sur le site.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Plan de modernisation - Épaisseurs cuves

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 8
Thème(s) : Risques accidentels, Épaisseurs cuves
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> lors de la visite d'inspection du 06/12/2022 type de suites qui avaient été actées : Avec suites suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale date d'échéance qui a été retenue : 20/04/2023
Prescription contrôlée : L'épaisseur minimale ou la perte d'épaisseur maximale nécessitant un remplacement / réparation

n'est pas précisée dans les documents de suivi, l'article 8 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2020 modifié n'est pas respecté. (NC 1.1)

Constats :

Dans son courrier en date du 9 mai 2023, en réponse à l'inspection précédente du 6 décembre 2022, l'exploitant déclare que les épaisseurs des cuves sont : C3A : 4 mm / C3B : 3 mm / C201 : 3 mm. Il précise que l'épaisseur de 11 mm, relevée dans le rapport de la précédente inspection, correspond à la dimension de la pastille d'étalonnage de l'appareil de mesure.

Il indique qu'un déclenchement d'actions correctives est réalisé au moment où l'épaisseur de cuve relevée est inférieure à la limite de 30 % de la valeur initiale. Dans ce cas, l'exploitant procède à une mise hors service de la cuve et un plan d'action est mis en place pour effectuer des réparations ou remplacement suivant une analyse de résultat approfondie.

Il précise que les cuves concernées par le plan de modernisation des installations industrielles (PM2I) sont les cuves C10, C11, C20, C21, C205, C206 et C207 ; et que les cuves C3A et C3B de 10 m3 contiennent des déchets chlorés, classées maintenant 4150 et non soumises à PM2I. La cuve C201 de 12 m3 contient de l'hydroxyde de sodium. Pour autant, ces cuves font l'objet d'un suivi interne volontaire qui ne rentre pas dans le champ d'application du plan de modernisation.

Il transmet la fiche modèle de visite de routine des réservoirs (Annexe 2 du plan de modernisation). Cette fiche indique bien en observation "Mesure épaisseur : le seuil critique est de 30 % de la valeur initiale". L'exploitant déclare que l'épaisseur des cuves est mesurée annuellement à chaque visite de routine. Il présente un tableau qui trace les mesures réalisées en interne. Ces mesures internes comportent 3 points de mesures par cuve. En sus, un contrôle de l'épaisseur des cuves est effectuée par un organisme extérieur tous les 5 ans.

Bien que la limite de 30 % de la valeur initiale soit indiquée dans les fiches de routine, il convient que la valeur initiale figure dans la fiche de routine ou dans le tableau de suivi des mesures annuelles afin de s'assurer que le seuil de 30 % ne soit pas atteint, d'autant plus que les cuves ne possèdent pas toutes la même épaisseur initiale. Par ailleurs, l'inspection constate des écarts entre les mesures d'épaisseur réalisées en interne (annuellement) et en externe (tous les 5 ans) ; il convient donc de clarifier les mesures de référence que ce soit pour l'état initial et l'application du critère de 30 %. L'exploitant transmettra la fiche de suivi ou le tableau de suivi des mesures d'épaisseur complétée par la valeur initiale de référence de la cuve contrôlée sous un délai de 3 mois.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Proposition de délais : 3 mois

N° 2 : Plan de modernisation - tuyauterie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 5

Thème(s) : Risques accidentels, Tuyauterie

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 06/12/2022
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale
- date d'échéance qui a été retenue : 20/04/2023

Prescription contrôlée :

L'exploitant indique que le descriptif de la ligne est en cours de réalisation, l'article 5 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 modifié prescrivant la réalisation de l'état initial avant le 31/12/12 n'est pas respectée. (NC 3.1 du 11/01/21)

Constats :

Par courrier en date du 9 mai 2023 (réf. A2023-0330), en réponse à l'inspection précédente du 6 décembre 2022, l'exploitant a transmis le plan de modernisation comprenant les tuyauteries de phosgène et d'ammoniac. Il transmet les fiches descriptives de ces tuyauteries stipulant une épaisseur minimale de 1,3 mm pour ces 2 canalisations. Une fiche "Etat initial" est également jointe. Cette fiche "Etat initial" ne fait pas figurer l'épaisseur minimale de 1,3 mm. Lors de la visite, l'exploitant présente les mesures d'épaisseur réalisées en interne annuellement sur des points précis. Un plan des canalisations est également fourni par l'exploitant.

L'épaisseur des canalisations double enveloppe n'est pas mesuré mais un test d'épreuve sous pression est effectué tous les 3 ans. Un test hydraulique est également réalisé tous les 3 ans sur les canalisations simple enveloppe.

Il convient que l'exploitant :

(i) précise l'épaisseur minimale critique de 1,3 mm sur les fiches de routine,
(ii) mettre en place des mesures d'épaisseur sur les canalisations double enveloppe ou, le cas échéant, d'en justifier l'impossibilité, de proposer des mesures compensatoires ou de justifier de la suffisance du test hydraulique mis en place. Pour cela, l'exploitant pourra utilement se référer aux guides professionnels reconnus.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Proposition de délais : 3 mois

N° 3 : Foudre

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010

Thème(s) : Risques accidentels, Foudre

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 06/12/2022
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale
- date d'échéance qui a été retenue : 20/07/2023

Prescription contrôlée :

La levée de l'ensemble des écarts devrait être formalisée lors du prochain contrôle de l'APAVE. Il conviendra que l'exploitant informe l'inspection quand il aura reçu le rapport associé à ce prochain contrôle (Obs 1.3)

Constats :

Par courrier en date du 27 juillet 2023 (réf. A2023-0598), en réponse à l'inspection précédente du 6 décembre 2022, l'exploitant a transmis le dossier d'exécution - levée de réserves rédigé par la société alsacienne de paratonnerres en date du 13 juin 2023 suite au rapport de vérification visuelle de l'APAVE n° 22 601 EVY 02514 00 R EVVF du 01/06/22.

Le dossier d'exécution conclut "A l'issue des travaux réalisés, les réserves émises par le rapport de vérification visuelle de l'APAVE et le NC 732 du rapport APAVE VC du 14/04/2023 sont levées.

Les 2 non conformités relevées, N10 et N11, dans le rapport de vérification visuelle de l'APAVE du 01/06/2022 n'apparaissent pas dans la levée de réserve.

NC 10 : "Toiture de l'atelier P2 : Des canalisations d'alimentation d'appareil d'éclairage ne sont pas du type U1000R2VVFV"

NC 11 : "Toiture de l'atelier P2 : Un des chemins de câble n'est pas équipé de couvercle."

Lors de la visite, l'exploitant déclare que la société Eiffage s'est rendue sur le site afin de lever ces 2 non conformités. L'exploitant est actuellement en attente du rapport d'intervention.

L'exploitant devra transmettre ce rapport afin de justifier la levée de ces deux non conformités sous un délai de 3 mois.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Proposition de délais : 3 mois

N° 4 : SGS - Organisation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I.7

Thème(s) : Actions nationales 2022, Évaluation de la politique de sous-traitance

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 06/12/2022
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale
- date d'échéance qui a été retenue : 20/07/2023

Prescription contrôlée :

Des procédures sont mises en œuvre en vue de l'évaluation périodique systématique de la politique de prévention des accidents majeurs et de l'efficacité et de l'adéquation du système de gestion de la sécurité.

L'analyse documentée est menée par la direction : résultats de la politique mise en place, système de gestion de la sécurité et mise à jour, y compris prise en considération et intégration des modifications nécessaires mentionnées par l'audit.

Constats :

Par courrier en date du 27 juillet 2023 (réf. A2023-0598), en réponse à l'inspection précédente du 6 décembre 2022, l'exploitant a précisé les dispositions mises en œuvre, et autres qualifications requises, pour les sous-traitants qui interviennent sur des activités critiques du point de vue de la sécurité (en lien direct avec des mesures de maîtrise des risques).

Dans le cadre de l'évaluation générale de la sous-traitance, l'inspection prend acte que l'exploitant travaille actuellement à la mise en place d'une procédure spécifique sur la politique de sous-

traitance pour le 1er semestre 2024 ; celle-ci aura vocation à être intégrée ou référencée dans le manuel du système de gestion de la sécurité (SGS). L'inspection pourra être amenée à contrôler ces dispositions renforcées dans le cadre d'une prochaine visite. L'inspection rappelle qu'il est notamment attendu une évaluation périodique des sous-traitants pour chacune des tâches critiques réalisées ; des critères sur la base du résultat de ces évaluations pourront utilement être mis en place avec des actions spécifiques engagées (e.g. révision de la politique de sous-traitance, mise en place de mesure de suivie renforcée des sous-traitants, etc.). Cette évaluation périodique peut être réalisée dans le cadre du bilan annuel du SGS.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : SGS - Organisation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I.1

Thème(s) : Actions nationales 2022, Gestion des sous-traitants

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 06/12/2022
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale
- date d'échéance qui a été retenue : 20/07/2023

Prescription contrôlée :

Le personnel des entreprises extérieures travaillant sur le site mais susceptible d'être impliqué dans la prévention et le traitement d'un accident majeur est identifié. Les modalités d'interface avec ce personnel sont explicitées.

Constats :

Par courrier en date du 27 juillet 2023 (réf. A2023-0598), en réponse à l'inspection précédente du 6 décembre 2022, l'exploitant a précisé les améliorations apportées à ses processus relatifs à l'intervention des entreprises sous-traitantes intervenant sur des activités critiques (en lien direct avec des mesures de maîtrise des risques). En particulier, l'exploitant a modifié les procédures relatives (i) aux permis de travail (réf. VLP186/F2/10), et (ii) aux interventions sur les MMRi (réf. VLP 292), visant à renforcer les exigences afférentes à ces activités critiques.

L'inspection pourra être amenée au cours de prochaines visites à contrôler la robustesse de ces dispositions renforcées.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Réexamen de l'étude de dangers

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 10/05/2023, article R.515-98

Thème(s) : Risques accidentels, Réexamen de l'étude de danger

Prescription contrôlée :

II.-L'étude de dangers fait l'objet d'un réexamen sous la forme d'une notice au moins tous les cinq

ans et d'une révision, si nécessaire.

Lors du réexamen, l'exploitant recense également les technologies éprouvées et adaptées qui, à coût économiquement acceptable, pourraient permettre une amélioration significative de la maîtrise des risques, compte tenu de l'environnement du site. Il les hiérarchise en fonction, notamment, de la probabilité, de la gravité et de la cinétique des accidents potentiels qu'elles contribueraient à éviter et de leur coût rapporté au gain en sécurité attendu. Il se prononce sur les technologies qu'il retient et précise le délai dans lequel il les met en œuvre.

Avis du 08/02/17 relatif au réexamen quinquennal des études de dangers des installations classées pour la protection de l'environnement de statut Seveso seuil haut :

À l'issue de cette revue, l'exploitant statue sur le caractère approprié :

- des MMR (de prévention ou de protection). L'exploitant se positionne sur :
 - le caractère suffisant, l'efficacité, la fiabilité et la pérennité des MMR existantes ;
 - la possibilité et l'opportunité d'en mettre en place de nouvelles dont le coût n'est pas disproportionné par rapport aux bénéfices attendus ;
- des conclusions de l'EDD, celles-ci pouvant être affectées par : les conclusions du point précédent, l'ensemble des modifications réalisées sur l'installation (leur cumul conduit-elle à remettre en cause l'analyse des risques ?), les éventuelles évolutions des connaissances concernant les substances et phénomènes dangereux... ;
- de l'analyse de la compatibilité du site avec son environnement (enjeux humains existants) compte tenu des MMR et des mesures prises par les pouvoirs publics sur la base de l'EDD (plan particulier d'intervention [PPI], plan de prévention des risques technologiques [PPRT], servitudes d'utilité publique, porter-à-connaissance...).

Si le caractère approprié d'un de ces points est remis en cause, l'exploitant procède à la révision de l'EDD. Elle est complète ou partielle en fonction des installations concernées.

Constats :

L'exploitant a transmis, par courrier du 25 avril 2023, une version mise à jour de l'EDD prenant en compte les demandes de compléments de l'inspection du 1er mars 2019. L'examen de cette version modifiée est en cours par l'inspection et pourra faire l'objet d'une lettre préfectorale et, le cas échéant, de la prise d'un arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires pour encadrer la poursuite de fonctionnement de l'installation. En tout état de cause, le prochain réexamen de l'EDD devra être réalisé conformément à l'article R. 515-98 du code de l'environnement et à la méthodologie exposée dans l'avis du ministère chargé de l'environnement du 08/02/2017, et transmis au plus tard le 25 avril 2028.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Entretien des MMR face aux séismes

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article art. 9 et 11

Thème(s) : Risques accidentels, Séisme

Prescription contrôlée :

[...]

Article 9 (définitions) : Équipement critique au séisme = équipement dont la défaillance en cas de

séisme conduit à des phénomènes dangereux susceptibles de générer des zones de dangers graves (au sens de l'arrêté ministériel du 29 septembre 2005) en dehors des zones sans occupation humaine permanente hors des limites de propriété du site.

[...]

Article 11 (plan de visite) : L'exploitant élabore et met en œuvre un plan de visite des équipements critiques au séisme identifiés dans l'étude de dangers mentionnée à l'article L. 181-25 du Code de l'environnement.

Ce plan a pour objectif de s'assurer de l'intégrité des équipements et de la qualité de leurs ancrages et fixations. Les contrôles effectués dans le cadre de la section I du présent arrêté, ou effectués au titre de la réglementation applicable aux équipements sous pression, valent contrôles au titre du présent article. Ce plan peut être élaboré sur la base de guides techniques reconnus par le ministère chargé de l'environnement.

L'exploitant réalise la maintenance nécessaire lors de la mise en œuvre de ce plan.

Le plan de visite, le bilan des visites et des suites qui leur ont été données sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées.

Ce plan est élaboré au plus tard :

- au 1er janvier 2020 pour les installations existantes ;
- à la mise en service de l'installation pour les installations nouvelles.

Constats :

Dans son étude de dangers, l'exploitant identifie en particulier la canalisation de transport du phosgène comme équipements critiques au séisme au sens de l'article 9 de l'arrêté du 4 octobre 2010 modifié. Lors de la visite, l'inspection constate qu'il n'existe pas, a proprement dit, de « plan de visite » relatif au séisme associé à ces canalisations phosgène. Pour autant, l'exploitant réalise lors de sa vérification annuelle des canalisations, au titre du PM2i, une vérification des ancrages des canalisations simple peau. Ce point de vérification est identifié dans la fiche de routine. Cette vérification est visuelle et à l'appréciation du technicien en charge de cette action. En effet, par sondage, l'inspection a contrôlé quelques fiches de routine ; pour certaines d'entre elles, il est fait état d'une corrosion apparente sur plusieurs supports mais, *in fine*, elles sont qualifiées en « bon état ». Les critères de déclenchement d'actions correctives méritent d'être clarifiés.

L'exploitant déclare qu'aucune vérification des ancrages n'est réalisée sur les canalisations double enveloppe aériennes.

Conformément à l'article 11 de l'arrêté du 4 octobre 2010 modifié, la vérification de l'intégrité des équipements et de la qualité de leurs ancrages et fixations peut être intégrée dans le cadre du PM2i ; **il convient néanmoins :**

- d'expliciter davantage les contrôles à réaliser à ce titre dans les fiches de routine et les critères de déclenchement d'actions correctives associés,**
- de réaliser ces contrôles sur la partie de canalisation double enveloppe aérienne ou, le cas échéant, d'en justifier l'impossibilité et de proposer des mesures compensatoires.**

En complément, l'exploitant se positionnera sur l'identification en tant qu'« équipement critique au séisme », des barrières de sécurité intervenant dans les scénarios accidentels PhD 9bis et 9ter de l'étude de dangers (e.g. détecteurs, colonne d'abattage, vannes, sécurité température avec vidange du bain-marie, utilité électrique associée, etc.). Le cas échéant, l'exploitant élabore et met en œuvre un plan de visite relatif au séisme pour ces équipements.

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 6 mois

N° 8 : étude de dangers - Liste des MMR

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe II.2
Thème(s) : Risques accidentels, MMR
<p>Prescription contrôlée : Arrêté ministériel du 26 mai 2014 Dans son étude de dangers, l'exploitant précise les mesures de maîtrise des risques mises en œuvre, ainsi que les raisons de ce choix.</p> <p>_____</p> <p>Arrêté ministériel du 29 septembre 2005 – article 4 Pour être prises en compte dans l'évaluation de la probabilité, les mesures de maîtrise des risques doivent être efficaces, avoir une cinétique de mise en œuvre en adéquation avec celle des événements à maîtriser, être testées et maintenues de façon à garantir la pérennité du positionnement précité.</p> <p>_____</p> <p>Mise à jour de l'EDD d'avril 2023</p> <p>Phénomène dangereux PhD 4.2 : Dispersion toxique suite déversement produit (perte de confinement) sur la zone P2 Nord.</p> <p>Constats : L'inspection a porté sur le scénario de l'étude de dangers (EDD) associé au phénomène dangereux 4.2 (Dispersion toxique d'un produit suite à une perte de confinement sur la zone P2 Nord). La modélisation étant réalisée à partir du méthanol, le scénario est considéré comme majorant par l'exploitant, car actuellement, le seul dépotage effectué sur cette zone est celui du chlorure de méthylène qui, néanmoins, est identifié dans l'EDD comme pouvant générer des émissions toxiques. En amont de l'inspection, l'exploitant a transmis les documents suivants : - Contrôle des camions chargés de matières dangereuses quittant le site (V-ITSE-901/10 du 30/03/22) - Conduite à tenir en cas de situation dégradée prévue ou non prévue (VLP-175/7) - Réception-expéditions : protocole de sécurité (VLP -200 /8 du 14/01/2020)</p> <p>Dans un premier temps, l'inspection a rencontré le responsable du magasin en charge de la réception des produits dont le chlorure de méthylène. Il présente la fiche de réception des produits, issue de la procédure VLP-200/8 réception-expéditions : protocole de sécurité. Cette fiche est remplie à chaque action de déchargement. Il est à noter que cette fiche ne mentionne pas le fait qu'une vérification des rétentions doit être effectuée afin de s'assurer que ces dernières soient vides. Néanmoins, l'inspection remarque que le responsable du magasin réalise cette action, bien qu'elle ne soit pas précisée dans la procédure.</p> <p>Il convient que l'exploitant mette à jour ses protocoles de sécurité en intégrant les actions indispensables à réaliser (e.g. vérification des rétentions avant dépotage) ; celles-ci devant reposer en premier lieu sur l'organisation de la gestion de la sécurité mise en place.</p>

Lors de la visite, l'inspection demande à l'exploitant de simuler le scénario accidentel en considérant que les équipiers de seconde intervention sont alertés qu'un épandage de chlorure de méthylène s'est produit sur la zone P2 Nord. L'alarme POI n'a pas été enclenchée, l'alerte a été donnée par téléphone. L'inspection constate que 2 équipiers de seconde intervention sont arrivés sur la zone en 10 minutes, habillés en tenue de feu et munis de la tenue risque chimique. Une lance à mousse est présente à proximité de la rétention R103 permettant d'arroser rapidement la zone afin de limiter les émanations toxiques.

L'inspection constate qu'il n'existe pas de « niveau haut » asservi à la fermeture de la vanne sur la cuve de chlorure de méthylène. Le responsable du magasin déclare que la quantité commandée est conforme au volume admissible dans la cuve et que lors du remplissage, ce dernier surveille le niveau de remplissage de la cuve. Aussi la MMRi 1-6 est inexistante sur les cuves de la zone R102.

La MMR 1-1 « procédure de conduite à tenir en cas de pollution » a été vérifiée lors de la visite et l'inspection a pu constater que la réactivité des équipiers de seconde intervention et les équipements d'intervention présents sur la zone permettent de conclure à l'efficacité de la cinétique de mise en œuvre de la mesure. Par ailleurs, l'inspection souligne que la fiche réflexe présente dans le POI est à modifier et consolider au regard des constats effectués. Par exemple, (i) la stratégie d'intervention vise à pomper le liquide épandu, cependant il est précisé l'utilisation d'une pompe fixe à proximité alors qu'en pratique une pompe mobile serait mise en œuvre considérant la configuration et l'accessibilité de la zone sinistrée (la localisation serait également à préciser),

(ii) les moyens de lutte contre l'incendie ne sont pas renseignés (leurs localisations seraient également à préciser),

(iii) les modalités et circonstances qui impliqueraient l'appel des services de secours extérieurs pourraient être précisées.

Il convient que l'exploitant précise et modifie la procédure de « conduite à tenir en cas de pollution » au titre de la robustesse de la MMR à laquelle elle est associée. Cette procédure doit être fidèle aux actions qui seraient réellement engagées et faciliter leurs mises en œuvre en cas de situation accidentelle.

Au regard de l'exigence de pérennité (maintenabilité et testabilité), au sens de l'article 45 de l'arrêté du 4 octobre 2010 modifié, de la MMR 1-1, l'exploitant présente :

(i) les attestations de formation des 2 équipiers intervenus lors de la simulation du phénomène dangereux ; celles-ci datent d'octobre 2020 et d'octobre 2019. L'exploitant indique que le recyclage des équipiers est effectué tous les 3 ans et que le recyclage d'un des équipiers n'a pas pu être effectué pour des raisons de santé. L'inspection constate que l'exigence de recyclage tous les 3 ans n'est pas respectée,

(ii) un compte rendu d'exercice en date du 11 février 2021 qui concerne un scénario accidentel impliquant un risque thermique. Cependant, celui-ci n'implique pas la mise en œuvre de la procédure « conduite à tenir en cas de pollution » constitutive de la MMR 1-1 de l'EDD, en lien avec un scénario accidentel impliquant un risque toxique.

Non-conformité : Contrairement à l'article 4 de l'arrêté ministériel du 29 septembre 2005, l'exploitant prend en compte comme mesure de maîtrise des risques, dans son étude de dangers, une barrière de sécurité (i.e. « procédure de conduite à tenir en cas de pollution ») qui ne fait pas l'objet d'un suivi et de tests suffisamment rigoureux pour garantir un haut niveau d'efficacité.

Par ailleurs, la simulation du phénomène dangereux 4.2 de l'EDD, en présence de l'inspection, a permis de constater que la MMRi 1-6 ne pouvait pas être prise en compte pour les scénarios d'accidents associés à la zone de rétention R102. Il convient que l'exploitant réexamine ce

scénario.

De plus, la dispersion toxique due à un épandage de méthanol n'est pas modélisée au bon endroit sur le site. En effet, les opérations de chargement de méthanol sont réalisées actuellement sur l'aire de dépotage R105. Aussi, le risque de dispersion toxique dû au méthanol est plausible au niveau de cette zone. Il convient donc que l'exploitant évalue les conséquences d'un tel scénario sur la zone R105 en modifiant son étude de dangers. Il se positionnera sur les barrières de sécurité et mesures de maîtrises des risques associées et, *in fine*, sur l'impact sur les conclusions de l'EDD. Ces éléments seront susceptibles d'être repris dans un arrêté de prescriptions complémentaires dans le cadre de l'examen de la dernière mise à jour de l'étude de dangers en date d'avril 2023.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Proposition de délais : 6 mois

N° 9 : Gestion des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/07/2001, article art. 4.3 et 4.4 / Chap III

Thème(s) : Risques chroniques, Refus de déchets

Prescription contrôlée :

L'élimination des déchets qui ne peuvent être valorisés, à l'intérieur de l'établissement ou de ses dépendances, est assurée dans des installations dûment autorisées ou déclarées à cet effet au titre du code de l'environnement. L'exploitant est en mesure d'en justifier l'élimination à l'inspection des installations classées. Il tiendra à sa disposition une caractérisation et une quantification de tous les déchets spéciaux générés par son activité.

Les emballages fixes ayant contenu des déchets toxiques ou susceptibles d'entraîner des pollutions sont renvoyés au fournisseur lorsque leur réemploi est possible. Dans le cas contraire, s'ils ne peuvent être totalement nettoyés, ils sont éliminés comme déchets industriels spéciaux dans les conditions définies au présent arrêté.

Constats :

Durant l'année 2023, l'inspection des installations classées a été alertée du refus de déchets hydrazine provenant de la société PMC Isochem.

BSD-20230124-P2H7X3FY2 (0008-24012023-VLP)

date : 25/01/23

quantité 3,6 tonnes

"1 IBC Hydrate hydrazine 100 % toxique mortel par inhalation refusée"

- BSD-20230506-AHNP5YE6R (00058-05062023-VLP)

date : 07/06/2023

quantité 2,92 tonnes

" Refus 8 fûts hydrazine"

Lors de la visite, l'exploitant déclare que ce refus concerné des fûts de déchets hydrazine vide qui avaient été stockés au mauvais endroit avec des problèmes d'étiquetage. L'exploitant déclare que ces déchets sont revenus sur le site et ont été correctement étiquetés, placés dans la zone de stockage spécifique à ce type de déchets. Ces déchets ont été repris par la société agréée pour l'élimination des déchets hydrazine. Un nouveau bordereau de déchets a été délivré à PMC Isochem justifiant la reprise de ces déchets.

L'exploitant indique que des notes de service ont été rédigées afin que ce type d'erreur ne se reproduise plus. Il est à noter que la procédure VLP-207/10 du 8 avril 2019 relative à la gestion des déchets ne mentionne pas le cas de refus de déchets.

L'exploitant est tenu de transmettre les nouveaux BSD afin de justifier la reprise des déchets hydrazine sous un délai de un mois.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Proposition de délais : 1 mois

N° 10 : Situation administrative - Hydrazine

Référence réglementaire : Lettre du 14/09/2020, article déclaration BA

Thème(s) : Risques accidentels, Quantité hydrazine

Prescription contrôlée :

L'installation est soumise à la rubrique 4733 - 1

"Cancérogènes spécifiques suivants ou les mélanges contenant les cancérogènes suivants en concentration supérieure à 5 % en poids : 4-aminobiphényle et/ou ses sels, benzotrichlorure, benzidine et/ou ses sels, oxyde de bis-(chlorométhyle), oxyde de chlorométhyle et de méthyle, 1,2-dibromoéthane, sulfate de diéthyle, sulfate de diméthyle, chlorure de diméthylcarbamoyl, 1,2-dibromo-3-chloropropane, 1,2-diméthylhydrazine, diméthylnitrosamine, triamide hexaméthylphosphorique, hydrazine, 2 naphthylamine et/ou ses sels, 4 nitrodiphényle et 1,3-propanesultone."

Constats :

En novembre 2022, l'exploitant a interrogé l'inspection concernant l'interprétation de la rubrique 4733 : la quantité d'hydrazine dans les déchets et dans le stock se comptabilise en poids, quel que soit le pourcentage d'hydrazine pour toute substance contenant 5% ou plus d'hydrazine.

Lors de la visite, l'exploitant nous a fait part de sa difficulté quant à la gestion de ses déchets et de son stock d'hydrazine à certaines périodes de l'année. En effet, l'exploitant déclare que selon certaines campagnes de fabrication, qui peuvent se produire 1 à 2 fois par an (soit une période de 2 à 4 semaines par an), la quantité d'hydrazine présente sur le site peut dépasser significativement la quantité autorisée. Aussi, afin de permettre une plus grande souplesse dans la gestion de cette substance, l'exploitant souhaiterait une augmentation de son seuil d'autorisation.

Afin que l'inspection puisse statuer sur la substantialité de cette demande, l'exploitant devra déposer un dossier de porter à connaissance comprenant tous les éléments permettant d'évaluer les risques et incidences de l'augmentation de la quantité d'hydrazine sur le site.

Dans le cadre de cette modification, au titre du critère 1° de l'article R. 181-46-I du Code de l'environnement, l'exploitant devra également transmettre un dossier d'examen au cas par cas pour évaluer la nécessité de réaliser une évaluation environnementale.

Le dépassement de la quantité autorisée ne pourra être réalisée qu'après dépôt et examen par l'inspection de ces dossiers idoines.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Proposition de délais : sans objet

